

FESTIVAL

ALIMENTERRE

Notre avenir se joue dans nos assiettes



© Crédits : Mathieu Roy

FICHE DE PRÉSENTATION DU FILM

LES DÉPOSSÉDÉS

Mathieu Roy / Funfilms / Office national du film du Canada (ONF) / 2017 / 76' / Sous titres français

Sélection du festival ALIMENTERRE 2019

31/07/2019



AVEC LE SOUTIEN DE :



EN PARTENARIAT AVEC :



ILS COORDONNENT ALIMENTERRE SUR LES TERRITOIRES :



Le présent document bénéficie du soutien financier de l'Agence Française de Développement, de Biocoop, de la Fondation Daniel et Nina Carasso, de la Fondation Léa Nature Jardin Bio et de Triballat Noyal. Les idées et les opinions présentées sont celles du CFSI et ne représentent pas nécessairement celles des organismes précités.

SOMMAIRE

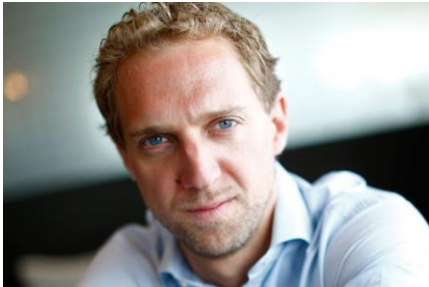
SYNOPSIS	4
L'AVIS DU COMITÉ DE SÉLECTION.....	4
LE RÉALISATEUR	4
INTENTION ET CONTEXTE DU TOURNAGE.....	5
SÉQUENÇAGE.....	6
PROTAGONISTES.....	8
POUR ALLER PLUS LOIN	9
POUR PRÉPARER LE DÉBAT	9
Axes thématiques pour ouvrir le débat	9
Écueils à éviter	10
Activités pédagogiques possibles avant / après la projection	10
Profil d'intervenants potentiels	10
Fiches thématiques	11
BIBLIOGRAPHIE.....	12

Coordonné par le CFSI et mis en œuvre par le réseau ALIMENTERRE, le festival ALIMENTERRE est organisé chaque année du 15 octobre au 30 novembre. Il a pour ambition l'appropriation par les citoyens des enjeux alimentaires du local au global afin qu'ils contribuent à la construction de systèmes alimentaires durables et solidaires et au droit à l'alimentation.

Parmi les outils proposés aux organisateurs, le CFSI réalisé une fiche de présentation pour chacun des films de la sélection. Cette fiche est à utiliser avec un choix de **15 fiches pédagogiques** régulièrement actualisées, pour approfondir la ou les thématiques des films et préparer le débat.

Si vous souhaitez être accompagnés dans l'organisation de votre évènement ALIMENTERRE, n'hésitez pas à contacter le coordinateur ALIMENTERRE présent sur votre territoire.

SYNOPSIS



entre paysans, suicide paysans, migrations

Les dépossédés / Mathieu Roy / Funfilms / Office national du film du Canada (ONF) / 2017 / 76' / Sous titres français

Agrobusiness, biodiversité, commerce international, politique commerciale, politique agricole, concurrence



Les Dépossédés propose un voyage dans la réalité quotidienne des petits agriculteurs qui peinent à joindre les deux bouts. Dans un monde où l'agriculture industrielle règne en maître, la production d'aliments demeure l'une des professions les moins bien rémunérées de la planète. À mi-chemin entre le cinéma vérité et l'essai, ce film explore les mécanismes qui propulsent les agriculteurs dans une spirale de désespoir, d'endettement et de dépossession. Tourné en Inde, en République démocratique du Congo, au Malawi, en Suisse, au Brésil et au Canada, et porté par des prises de vue magnifiques et des entrevues captivantes, *Les Dépossédés* suit les migrations des paysans depuis leurs terres jusqu'aux chantiers de construction de mégalo-poles.

L'AVIS DU COMITÉ DE SÉLECTION

Ce documentaire explore les causes de la situation difficile que connaissent les agriculteurs de tous les continents face à la concurrence des marchés internationaux. Des interviews d'économistes, longues et acérées, expliquent les mécanismes du commerce international qui ont menés à une fragilisation et parfois à l'exclusion des plus vulnérables. Les traités de libre-échange, l'accaparement des terres et l'exode des paysans vers les villes sont abordés. A charge contre le système alimentaire libéralisé, ce film pointe du doigt les nombreuses injustices à travers la planète. Les images très fortes ne manqueront pas de susciter de vives émotions. Il sera donc important de prévoir un temps pour échanger et réfléchir aux moyens de construire un système agricole viable et équitable. A partir de 15 ans.

LE RÉALISATEUR

Mathieu Roy

Mathieu Roy est un réalisateur de Montréal, formé à la *New York Film Academy* avant de devenir l'assistant personnel de Martin Scorsese lors du tournage *The Aviator*. Il réalise aussi bien des films documentaires, comme *Les Dépossédés*, que des fictions comme *L'Autre maison* (2013). Directeur artistique de la société de production montréalaise Espéramos, il prépare pour 2019 *Les Damnés*, un essai documentaire sur les industries minières et humanitaires en République démocratique du Congo ainsi que deux longs-métrages de fiction *L'Apocalypse* et *À Goma*.

INTENTION ET CONTEXTE DU TOURNAGE¹

Comment est né le film ?

L'idée de ce film est venue de Richard Brouette, un cinéaste et ami, qui livre à travers son œuvre une vision critique de l'économie néolibérale. Richard avait également écrit un rapport de 85 pages : « *L'état de l'agriculture dans le monde* » et m'a contacté pour réaliser le film. J'ai accepté. J'avais réalisé « *Survivre au progrès* » et j'étais très intéressé par le sujet de l'agriculture. Il n'y avait pas vraiment de scénario, mais des suggestions de plans. C'était intéressant de se lancer dans un film sans savoir ce que l'on allait filmer. On s'est lancé à l'aveugle.

Avec Benoit Aquin, le co-réalisateur, on a opté pour une approche photographique, on voulait communiquer la lenteur du travail agricole au public, pour ne pas distraire le spectateur, montrer la tâche ardue de la paysannerie, avec des tableaux très lents pour que le public ressente le temps de la moisson, de l'agriculture.

Comment s'est passé la rencontre avec les différents protagonistes ?

Le tournage a duré un an et demi. Nous avons passé un mois au Malawi, trois semaines en RDC, et quatre mois en Inde. On ne voulait pas vraiment s'associer à des ONGs ou à des fondations, mais se promener, rencontrer des gens, avec qui nous avons passé 3/4 jours... C'était un travail d'observation, on est allé à la chasse et on a trouvé des images, des plans intéressants. Nous avons également tourné en Suisse et au Canada. On s'attend à voir des paysans du Sud en difficulté mais on ne s'attend pas à voir les agriculteurs des pays du Nord se retrouver dans de telles situations.

Même si le niveau de pauvreté n'est pas le même, le niveau de désespoir est équivalent. Les taux de suicide sont affolants en France, en Suisse ou au Québec.

En cause, un système agricole où les subventions entraînent des distorsions sur le marché mondial et mènent à une spirale effrayante. D'ici deux ou trois générations, si cela se poursuit, il n'y aura plus de fermes familiales, alors que l'on sait que plus les fermes sont immenses plus il y a des produits chimiques. C'est aussi la santé au niveau mondial qui est en jeu.

Le montage a duré six mois, on avait plus de 100 heures de prises de vue. Nous avons eu l'idée de commencer par les champs et de finir dans les villes ; à la fois car cela illustre le processus d'exode rural et parce que cela permettait de donner une structure au film. Le film fait 3 heures dans sa version originale et on avait tellement de matériel que l'on a fait une suite : *Dispossession*.

Cela va à l'encontre des formats actuels ?

C'était l'objectif de ne pas faire un film formaté. On voulait justement ralentir la cadence. Aujourd'hui avec les plans rapides, on ne prend plus le temps de réfléchir. On nous a dit que le film ne présente pas de solutions, ce n'est pas un film « bonbon » comme *Demain*, que je n'ai pas beaucoup aimé. Dans ces films à la mode, on approche superficiellement un sujet en nous donnant des solutions. Pour moi, ces films sont faits pour que la classe bourgeoise ne se sente pas trop coupable et se dise que des solutions vont être pensées pour eux, par d'autres.

On voulait faire l'inverse, on voulait montrer quels sont les véritables problèmes, les implications de l'OMC, etc. C'est une autre approche : le spectateur se plonge en profondeur dans la compréhension structurelle des causes et il sort mieux armé pour comprendre et s'attaquer au problème.

¹ Propos recueillis lors d'une interview avec Mathieu Roy le 19/06/2019

Vous avez fait ce film pour mobiliser les citoyens ou réveiller les politiques ?

Les politiques, je n’y crois plus vraiment. Jeune, j’espérais des changements structurels au niveau politique et législatif. Je crois désormais plus aux mouvements citoyens et paysans comme *Via Campesina*². Si les gens ne sortent pas dans les rues, les politiques ne font rien.

SÉQUENÇAGE

Introduction

00:00:00 à 00:05:10

L’Afrique doit produire sa nourriture

00:05:10 à 00:07:34

Mamadou Cissokho, paysan sénégalais et membre du ROPPA³, s’exprime lors d’une réunion organisée par l’OMC⁴. Pour lui, l’important réside dans l’accès aux marchés locaux. Il affirme la nécessité pour l’Afrique de produire ce qu’elle consomme pour être indépendante vis-à-vis des importations étrangères. Il explique qu’un continent qui ne produit pas sa nourriture n’a pas d’avenir et que les partenariats économiques doivent être repensés.

Règles internationales inéquitables

00:07:34 à 00:11:20

A Genève, Keith Rockwell, porte-parole de l’OMC explique les théories économiques qui justifient l’intérêt du commerce international : avantages comparatifs et paix entre les nations grâce aux échanges de biens et services. Il pose la question des limites de la libre circulation qui ne peut s’appliquer à tous les biens, en particulier alimentaires. L’agriculture est un sujet sensible pour tous les pays membres de l’OMC. Or, les règles du commerce international sont défavorables aux pays en développement. Les pays plus développés ont déployé un arsenal législatif leur permettant d’écouler leurs surproductions alimentaires sur les marchés des pays en développement.

L’OMC, un instrument au service des puissants ?

00:11:25 à 00:14:58

En Inde, le paysan Vijay Jawandhia livre son point de vue sur l’OMC : « c’est un instrument néocolonial au service des grandes puissances actuelles ». Ces pays subventionnent leurs agricultures au détriment des pays en développement où le secteur agricole n’est pas soutenu. Ce *dumping*⁵ mène les paysans du monde entier dans une spirale de réduction des coûts de production à tout prix.

Entrer dans le commerce international à tout prix

00:14:58 à 00:17:40

Le journaliste Palagummi Sainath explique que l’OMC a encouragé l’Inde à se spécialiser dans des cultures d’exportation (comme les épices ou le coton) dans une logique économique fondée sur la théorie des avantages comparatifs⁶. L’idée était que l’Inde en produisant du coton et des épices destinés à l’exportation sortirait de la pauvreté. En échange, les Etats-Unis et l’Europe lui fourniraient les biens alimentaires nécessaires pour nourrir sa population.

² Voir « Pour aller plus loin » p.9

³ Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs d’Afrique de l’Ouest

⁴ Organisation Mondiale du Commerce

⁵ Le terme de dumping désigne la concurrence déloyale qui consiste à proposer des produits à prix cassés par des mécanismes de subventions ou des législations (droits du travail) avantageuses.

⁶ La théorie des avantages comparatifs postule que chaque pays, dans un contexte de libre-échange, a intérêt à se spécialiser dans la production dans laquelle il a la plus forte productivité, ou la moins faible, comparativement aux autres pays.

Des politiques contre les paysans

00:16:25 à 00:17:40

Utsa Patnaik, économiste indienne, va plus loin dans la critique des politiques publiques. Selon elle, les politiques déflationnistes qui consistent à donner toujours moins de revenus aux paysans, font qu'ils se retrouvent dans une situation où ils n'ont d'autre choix que de s'engager dans des cultures d'exportations.

Une agriculture dopée artificiellement

00:17:40 à 00:22:40

Cette théorie des échanges internationaux fonctionne comme si l'agriculture n'était constituée que « d'input » et « d'output » (entrées et sorties) : semer des graines, ajouter des intrants, récolter des productions. Or, Palagummi Sainath souligne que cette théorie oublie la spécificité de l'agriculture : le sol. En effet, le sol est un élément vivant plus complexe qui échappe à la logique purement économique. Il dénonce le pouvoir des multinationales qui possèdent les semences, les intrants⁷ et petit à petit le foncier.

Syngenta : « l'agriculture de demain » ?

00:22:40 à 00:28:24

Dans l'entreprise agrochimique Syngenta, Juan Gonzalez-Valero et ses collègues imaginent les semences du futur. Ce « biochimiste » présente son employeur, comme « une entreprise au service de l'agriculture de demain ». Selon lui, le mot « dépendance » pour parler du lien créé entre l'entreprise et les paysans est trop fort : l'agriculture est un « marché libre » dans lequel les agriculteurs sont libres de faire les choix qu'ils veulent. Les royalties sur les semences ne diffèrent pas des systèmes plus anciens où les agriculteurs vendaient à leurs voisins leurs semences⁸.

De retour en Inde, nous voyons des agriculteurs qui « achètent les promesses de Syngenta », c'est-à-dire des intrants chimiques. L'agriculture familiale se modernise à travers l'usage de produits chimiques et de semences hybrides. Les productions obtenues sont vendues à des multinationales comme Cargill⁹. Dans ce système mondialisé, la concentration des entreprises des semences et de l'agroalimentaire mène à une fixation des prix par une poignée d'individus.

Endettement et suicide des paysans

00:28:24 à 00:37:30

Des paysans indiens expriment leurs préoccupations face à l'avenir. Les récoltes n'ont pas donné les rendements escomptés, certains ne peuvent pas rembourser leurs dettes et les cours boursiers sont défavorables. Cette situation mène certains membres de la communauté au suicide. Le journaliste Jaideep Hardikar dénonce un silence autour de « la plus grande épidémie de suicide » que l'Inde a connue depuis son indépendance. Il pose la question de la définition de « l'efficacité » économique.

Des problématiques identiques en Europe...

00:37:30 à 00:49:00

Claude Jaccoud, ancien contrôleur laitier, parle des changements du métier d'éleveur. Le dumping économique est aussi une réalité pour les agriculteurs européens vis-à-vis de produits importés à bas prix. Un autre éleveur suisse, Paul Ecoffey, livre son avis sur les failles de la formation des agriculteurs. Jusqu'à ses 30 ans, il n'avait pas entendu parler de l'importance de la vie des sols alors qu'il est maintenant convaincu par l'agroécologie.

⁷ Les 3 multinationales Monsanto-Bayer, Dow-DuPont et Syngenta représentent à elles seules plus de 60 % de marché des semences et des pesticides (Groupe ETC et IPES-Food, 2018)

⁸ Aujourd'hui, les semences vendues par ces entreprises sont pour la plupart hybrides (obtenues par croisements successifs) et ne peuvent se ressemer d'année en année car leurs propriétés génétiques se dégradent. De plus, si les paysans veulent les ressemer, ils doivent payer un droit de propriété à l'entreprise qui les commercialise. Ce n'était pas le cas avant, les paysans payaient ou échangeaient avec leurs voisins des semences qu'ils pouvaient ressemer à l'infini.

⁹ Cargill est l'une des plus grandes entreprises spécialisée dans le commerce de denrées alimentaires.

... mais aussi au Canada

00:49:30 à 00:53:00

Au Québec, les petites exploitations sont menacées d'extinction : chaque jour une ferme disparaît. Des consommateurs et des éleveurs à St-Narcisse sont rassemblés autour d'une vente aux enchères organisée par Daniel, un fermier qui vend ses vaches car son fils ne reprendra pas l'exploitation familiale.

Un jeu de massacre

00:53 :00 à 00:57:00

Marcel Mazoyer revient sur la concurrence déloyale que représentent les produits des pays du Sud sur les produits européens et inversement. Pour lui, les agriculteurs au Sud comme au Nord, s'exilent vers les villes à cause de ce dumping économique. Pour faire accepter des politiques très libérales dans le domaine agricole, les pays ont fait adopter aux Nations Unies des objectifs de réduction de la faim et de développement pour se donner un alibi face aux conséquences néfastes de ces politiques économiques pour les populations. Les politiques d'aide au développement serviraient d'alternatives à une politique économique réellement juste que les gouvernements ne veulent pas adopter.

Du champ au chantier

00:57:00 à 01:05:00

Au Brésil, des citoyens défilent contre les politiques économiques libérales qui appauvrissent les plus fragiles, pendant qu'en Inde une productrice est chassée par la police alors qu'elle essaie de vendre ses légumes dans la rue. D'autres paysans se retrouvent à devoir cumuler plusieurs métiers.

Une alliance mondiale des paysans ?

00:01:05 à 01:08:00

Palagummi Sainath, journaliste, compare le capitalisme financier à une religion mondiale qui traverse une crise insurmontable. Pour lui, le « capitalisme fondamentaliste » est un fondamentalisme comme les autres. La violence économique du capitalisme nourrit les fondamentalismes de toutes sortes. Marcel Mazoyer appelle à l'union de tous les paysans, du Nord comme du Sud.

Conclusion

01:08:00 à 01:14:00

PROTAGONISTES

- Mamadou Cissokho - Paysan sénégalais, membre du Réseau des organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest ;
- Keith Rockwell - Porte-parole de l'OMC ;
- Vijay Jawandhia - Paysan indien ;
- Palagummi Sainath - Journaliste ;
- Utsa Patnaik – Économiste ;
- Juan Gonzales-Valero – Directeur politique publique et durabilité chez Syngenta ;
- Jaideep Hardikar – Journaliste ;
- Claude Jaccoud - Paysan suisse, membre de Solidarité Paysans Romandie ;
- Paul Ecoffey - Paysan suisse ;
- Roland Boson - Producteur laitier à la retraite ;
- Marcel Mazoyer – Agronome.

POUR ALLER PLUS LOIN

Face à ces constats, la société civile et les paysans du Nord comme du Sud se mobilisent. Le mouvement *Via Campesina*, regroupe des agriculteurs et organisations paysannes du monde entier pour faire avancer la reconnaissance et le respect des droits des paysans. Si la situation des agriculteurs au Sud a longtemps été considérée comme éloignée de celles des paysans au Nord, ce film montre qu'ici et ailleurs, les combats sont les mêmes.

17 ans de mobilisation des mouvements paysans dont la *Via Campesina* ont porté leurs fruits avec l'adoption le 17 décembre 2018, aux Nations unies, de la Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales¹⁰¹¹. Cette déclaration a pour but de faire mieux respecter les droits des paysans aux États, aux entreprises et aux paysans eux-mêmes. Elle poursuit deux objectifs :

- réunir en un seul document des droits reconnus dans plusieurs textes ;
- reconnaître de nouveaux droits comme le droit à la terre, le droit aux semences et le droit à la souveraineté alimentaire. Il s'agit de droits émergents s'appuyant sur des textes existants.

À la différence d'une convention ou d'un pacte, une Déclaration n'est pas contraignante. Mais une Déclaration peut être reprise par les États et les unions d'États, dans les constitutions et les législations. Les droits deviennent alors contraignants et leurs violations passibles de sanctions. C'est ainsi qu'en 2007, la Bolivie a intégré la Déclaration des droits des peuples autochtones dans sa législation.

En affirmant ou réaffirmant ces droits, la déclaration vise à protéger les paysans et travailleurs ruraux, des Nord et des Suds, qui sont exposés plus que les autres populations à la faim, aux déplacements, aux risques climatiques, aux suicides et à l'exposition aux produits chimiques. Les États sont interpellés pour mettre en place « rapidement les mesures législatives, administratives et autres mesures requises pour assurer progressivement la pleine réalisation » des droits énoncés dans les 28 articles de la Déclaration.

POUR PRÉPARER LE DÉBAT

Axes thématiques pour ouvrir le débat

Rappeler en début de séance de débat que ce film a un parti pris fort qu'il conviendra de débattre après sa projection.

Attention à bien préparer cette projection-débat qui prend plus de temps que les autres films. Beaucoup de sujets, de thématiques sont évoqués dans le film. Il s'agit pour l'animateur d'être (1) rigoureux en s'assurant de maîtriser parfaitement les éléments qu'il souhaite aborder lors du débat ; (2) vigilant sur le profil du public de la séance et sur les digressions qui peuvent émerger lors des discussions, donc veiller à bien cadrer le débat ; (3) s'informer bien en avance des ressources et connaissances à mobiliser pour préparer la séance. Il est recommandé de préparer cette séance à plusieurs.

- Quel est le parti pris politique du réalisateur ?
- La faim et les inégalités, une fatalité ?
- Le commerce, facteur de paix ? Quelles règles pour un commerce international plus équitable ?
- L'alimentation est-elle une marchandise comme une autre ?
- Comment mieux réglementer les multinationales ? Peut-on se passer d'elles ?

¹⁰ Le texte de la Déclaration des droits des paysans, http://www.hlrn.org/img/documents/A_C.3_73_L.30_FR.pdf

¹¹ <https://www.cfsi.asso.fr/actu/droits-paysans-declaration-nations-unies-enfin-adoptee>

- Qui dans le public connaît la Politique Agricole Commune (PAC) ? Qui sait comment ça fonctionne ? Comment cette politique agricole favorise nos exportations agricoles et entrave le développement agricole dans les pays du Sud ?
- La relocalisation de l'alimentation, la solution pour permettre aux paysans de vivre dignement ? Dans quelles conditions ? Comment agir ici ?

Écueils à éviter

Ce film nécessite de réfléchir aux **moyens d'actions sur son territoire** (mobilisation, engagement, boycott) pour trouver des solutions. L'article d'Oxfam « La pression du public pousse les géants de l'agroalimentaire à améliorer leurs politiques dans les pays en développement » donne un exemple de mobilisation réussie¹², utile pour ne pas tomber dans la résignation.

Se concentrer sur les effets et solutions, plutôt que sur les aspects techniques.

Ne pas perdre de vue le thème du festival : le consommer local

Activités pédagogiques possibles avant / après la projection

- Ce film est long et les images sont fortes : nous conseillons une analyse cinématographique de certaines séquences et un décryptage du parti pris du réalisateur.
- Conception d'un brainstorming avant le début du film (30min) « Quelles règles internationales pour un commerce plus juste et un monde sans faim ? ».
- Animer à travers des questions type « Que feriez-vous pour changer la PAC ? » ; « Si vous étiez une multinationale comme Monsanto, que feriez-vous pour promouvoir votre business ? » réfléchir aux questions rythmant le brainstorming et passer 5 minutes par question. 1) Ecrire les conclusions du brainstorming. 2) Visionner le film. 3) Débriefing sur les conclusions du brainstorming après le visionnage. Objectif : trouver des moyens d'actions citoyens, pour les citoyens, par les citoyens.
- Des ressources à consulter pour trouver des idées d'activités et mener une réflexion autour d'une agriculture plus juste, plus équitable : <https://uneseuleplanete.org/Mobiliser-les-citoyens-pour-le-travail-decent-des-paysans>
- Consulter différentes animations visant à débattre en faisant participer un maximum de personnes : <http://www.scoplepave.org/pour-discuter>

Profil d'intervenants potentiels

Inviter des intervenants qui connaissent les enjeux Nord/ Sud, à choisir en fonction de l'angle du débat

- associations et des organisations professionnelles agricoles françaises, notamment partenaires du festival ALIMENTTERRE ;
- associations de solidarité internationale partenaires du festival ALIMENTTERRE, ou d'autres comme le CCFD ou Oxfam (pour la question de la réglementation des grandes entreprises)¹³ ;
- acteurs agricoles et alimentaires des Suds, notamment issus du réseau PAFAO (pourquoi pas par skype ou téléphone).

¹²<https://www.oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2014-02-26/la-pression-du-public-pousse-les-geants-de-lagroalimentaire>

¹³ Pétition pour la régulation des multinationales : <https://ccfd-terresolidaire.org/mob/petition-isd-signez-6295>

Fiches thématiques

Pour préparer le débat nous vous invitons à consulter les fiches thématiques ALIMENTERRE :

Commerce international

<https://www.alimenterre.org/fiche-thematique-commerce-international>

Alors que les négociations commerciales internationales menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) achoppent sur les questions agricoles, les consommateurs des pays riches peuvent se procurer à n'importe quelle saison des denrées alimentaires venues de tous les continents. Presque tous les agriculteurs de la planète sont concernés par les flux d'échanges de produits agricoles et alimentaires. Les agricultures familiales et paysannes dans les pays du Sud sont victimes de la dérégulation des marchés agricoles. Dans ce contexte, les défis sont multiples, qu'il s'agisse d'une répartition plus équitable de la valeur ajoutée dans les filières agroalimentaires, de l'impératif d'évolution vers des formes d'agriculture plus durables ou de la compétition entre produits mondiaux et produits locaux. Quelles issues ?

Politique Agricole Commune

<https://www.alimenterre.org/system/files/2018-10/fiche-thematique-pac-201809-fd-aft-v2mm.pdf>

La Politique agricole commune (PAC) est un sujet technique, principalement maîtrisé par des spécialistes tels que les fonctionnaires de la Commission européenne et les organisations agricoles. Face à l'importance du budget public qui y est consacré et aux effets de la PAC sur les pays du Sud, mais aussi sur l'alimentation, l'environnement, la santé, le développement rural, le bien-être animal ou encore les paysages, la PAC est devenue un sujet dont les organisations de la société civile et les citoyens s'emparent de plus en plus. La prochaine PAC 2021-2027 se doit de répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux décisifs tout en respectant la souveraineté alimentaire des pays du Sud. En favorisant des exportations agricoles à des prix artificiellement bas, elle engendre aujourd'hui de forts désavantages pour la production agricole de ces pays.

Agriculture familiale

<https://www.alimenterre.org/system/files/2018-10/fiche-thematique-agriculture-familiale-201807.pdf>

Il est possible de trouver des agricultures qui répondent à ces nouveaux défis partout dans le monde. L'agriculture familiale produit 70 % des aliments dans le monde et utilise 30 % des ressources agricoles mondiales (terre, eau, outils). Elle occupe 40 % des actifs dans le monde, soit plus de 2,6 milliards d'agriculteurs familiaux. L'agriculture familiale est concurrencée par une agriculture de plus en plus industrielle qui, quant à elle, produit 30 % de tous les aliments consommés dans le monde et exploite 70 % des ressources agricoles mondiales. Comment soutenir l'agriculture familiale durable et répondre ainsi à l'enjeu de nourrir la planète tout en la préservant ?

Faim et malnutrition

<https://www.alimenterre.org/system/files/2018-10/fiche-thematique-faim-20180824-fdaft-vf2-mm.pdf>

Plus de 800 millions de personnes dans le monde souffrent de la faim. Il s'agit pour moitié de paysannes et de paysans. La majorité vit en Asie. En Afrique, 1 personne sur 5 est sous-alimentée et en Europe la faim réapparaît. L'augmentation des taux de surpoids et d'obésité renforce ce constat. La pauvreté, les conflits, l'accaparement des terres, l'insécurité, les discriminations de genre, l'accès inégal aux moyens de production et les dérèglements du climat, engendrent la faim et la malnutrition. Pourtant la production agricole peut être suffisante, y compris pour nourrir les 9 milliards d'habitants de la planète à l'horizon 2050. Pour réduire la faim, il est nécessaire de repenser la manière dont la planète s'organise pour produire et consommer son alimentation et construire des systèmes agricoles et alimentaires durables et solidaires qui permettent l'accès de tous à une alimentation de qualité en quantité suffisante, génèrent des revenus décents, tout en préservant la planète.

Les fiches thématiques sont consultables sur [alimenterre.org / sensibiliser / la boîte à outils](https://www.alimenterre.org/sensibiliser/la-boite-a-outils).

BIBLIOGRAPHIE

« Le droit aux semences, un droit essentiel pour les paysan-ne-s ! » (mai 2017) : <https://www.alimenterre.org/le-droit-aux-semences-un-droit-essentiel-pour-les-paysan-ne-s>

« Adoption de la Déclaration des droits des Paysans à l'ONU » 14 mars 2019, résumé de l'adoption du texte par l'ONU suite au travail de plaidoyer du CFSI : <https://www.cfsi.asso.fr/actu/droits-paysans-declaration-nations-unies-enfin-adoptee>

Inter-réseaux, « Le rôle croissant du secteur privé dans les politiques agricoles et alimentaires en Afrique », mars 2019 : http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/ir-issala-sos_note_secteur_privé_mars19.pdf

Des ressources sur la Politique Agricole Commune : <https://www.alimenterre.org/tout-comprendre-sur-la-pac>

« *L'égalité femme-homme n'est pas une option. Le commerce équitable a des solutions* » <https://www.artisansdumonde.org/actualites-equitables/l-egalite-femme-homme-n-est-pas-une-option-le-commerce-equitable-a-des-propositions>

Sur l'agriculture comme bien commun et le concept de « démocratie alimentaire », consulter : <https://www.cfsi.asso.fr/actu/l%E2%80%99alimentation-commun>.



COMITE FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

32 rue Le Peletier
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

@ : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr

